

Courrier Fédéral

N° 253

du 16.04.11 au 22.04.11

ENCART

Bilan d'activité

Fédération
des travailleurs
de la métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



■ EN DIRECT DU CEF

Compte rendu de la réunion du 7 avril 2011

pages 2 à 6

■ LA LETTRE DE L'UFICT

Une «affaire» Renault qui appelle l'urgence d'un autre management

pages 7 à 8

Courrier Fédéral

Fédération des travailleurs
de la métallurgie CGT
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.48.18.21.31
Fax : 01.48.59.80.66

<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : communication@ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez
Rédactrice : M. Vergnol
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,
Prix : 0,63 euro
Abonnement annuel :
29,61 euros

Commission paritaire
0413 S 06474
Imprimé par nos soins

9 au 13 mai 2011



REIMS
39^e
congrès
Donnons de la force
à nos actions



Christian Pilichowski
membre du Bureau fédéral



En direct du CEF

du 7 avril 2011

« Les peuples Tunisiens ou Egyptiens se libèrent des tyrans, avec une détermination à respecter et à gagner des droits civils et politiques, économiques et sociaux, sociétaux et particulièrement des droits pour les femmes. L'exigence démocratique et de justice sociale est un facteur déclenchant puissant. Les formes varient selon des configurations nationales très diverses, mais les aspirations citoyennes et les causes des mouvements de libération sont semblables. Parmi celles-ci les politiques françaises, européennes et occidentales : l'ajustement structurel dicté par le FMI, les conditionnalités néolibérales des accords d'association de l'Union Méditerranéenne avec chacun des pays du sud et de l'est de la Méditerranée et enfin, concernant la Palestine, le soutien constant à la politique israélienne de colonisation et d'occupation. La France, l'UE, les Etats-Unis, par intérêt politique et énergétique, assument ainsi une

lourde responsabilité dans la crise du monde arabe. Un monde qui veut aujourd'hui vivre autrement et s'affirmer contre les dominations, dans la liberté et la démocratie. La tribune de Jean-François Courbe intitulée « hors de toute ingérence, aider à la construction d'un droit du travail » publiée dans l'Humanité du 30 mars, montre bien le rôle que le mouvement syndical peut jouer dans cette période. Je vous invite vraiment à la lire. Espoir donc, mais soyons conscients que la démocratie n'est pas acquise, ce qui vient de se passer en Egypte, où le comité militaire annonce que les grèves seront désormais interdites, le prouve.

La Libye ne doit pas être un nouvel Irak

Le monde Arabe connaît des situations diverses. Si on retrouve en Syrie des tendances similaires à celles à l'oeuvre en Tunisie ou en Egypte, les événements de Libye sont de toute autre nature. Pays riche en pétrole, de création artificielle récente et composé de trois régions différentes, l'organisation sociale du régime de Kadhafi a été construite autour des 140 tribus du pays, par un subtil équilibre des forces, divisant pour mieux régner, mais réprimant dans le sang toute tentative de convergence démocratique transcendant les tribus. En clair, nous sommes incapables d'identifier ce que sont les éventuelles forces démocratiques dans ce pays. Contrairement à tous les autres il n'y a pas d'interlocuteur reconnu porteur d'alternative. C'est pour cela que l'intervention militaire voulue par Sarkozy ne peut mener qu'au désastre. Le départ du ministre des Affaires Etrangères de Kadhafi à Londres sent la manipulation et fait craindre que l'on mette au pouvoir un homme

de main. La France et l'Union Européenne doivent prendre une initiative politique, ce que par quoi il aurait fallu commencer avant d'envisager l'option militaire comme seule possibilité, pour ouvrir un dialogue entre toutes les parties. S'assurer que Kadhafi et son équipe partiront et seront déferés devant une cour de justice internationale, mais aussi inventer une nouvelle forme d'aide et de nouveaux types de coopérations multilatérales pour construire une société démocratique, non pas sur notre modèle, mais sur celui que se choisiront les libyens. Il est temps que la communauté internationale tire leçon de l'Afghanistan ou de l'Irak.

Le drame du Japon interpelle notre modèle de développement

Tristesse et émotion avec le drame que vit le peuple japonais. Les dons à l'Avenir social atteignent à ce jour 60 000 euros. C'est important, mais il faut continuer. Les bases syndicales du secteur ont perdu leurs locaux, leur matériel, les syndiqués ont tout perdu. Les besoins sont immenses et le gouvernement japonais est en dessous de tout, nous disent nos correspondants qui nous envoient chaque jour un point sur la situation. Au-delà du drame et de la solidarité, ces événements posent pour nous la question du modèle de développement. Le modèle productiviste japonais est gourmand en énergie (un japonais consomme 30% d'énergie en plus qu'un français), dur pour les travailleurs, (les morts d'usure au travail sont fréquents) et criminel pour l'environnement. N'est-ce pas l'opportunité de s'interroger plus intensément sur nos propres choix, d'en débattre ? Dans les conséquences du drame japonais, des ruptures d'approvisionnement apparaissent en Europe



chez des constructeurs automobiles. Le juste à temps, le resserrement des sources d'approvisionnement, les choix d'organisation de la production sont ici en cause. Lorsque nous nous mobilisons pour une autre politique industrielle, ce sont aussi ces choix là que nous remettons en cause. Il y a là certainement des pistes de propositions pour relancer en France, à proximité, des fabrications abandonnées par nos industriels, en lancer de nouvelles. Exemples : Le Japon c'est 20% de l'électronique mondiale, 30% de la haute technologie mondiale, 40% de la production mondiale de semi-conducteurs. Le Japon n'est pas un pays low cost, loin de là et ces productions se diffusent dans tous les secteurs au fur et à mesure des innovations technologiques. De quoi réfléchir sur les potentiels de ré industrialisation de la France et de l'Europe et sur les leviers à activer pour y parvenir.

Les luttes ont toujours la côte

Dans notre actualité locale, on relève de nombreuses luttes, pour les salaires principalement. Je vous invite à les découvrir sur le nouveau site internet de la fédération. Mais on sait en fait que celles-ci sont bien plus nombreuses, y compris en visitant le site confédéral. Connaître les victoires des autres, c'est sortir de l'isolement, faire connaître ses victoires aux autres c'est aider à gagner, c'est construire l'espoir et la confiance. Voilà pourquoi je vous invite à renseigner systématiquement le site sur les luttes en cours dans votre groupe ou votre territoire. Laissez moi simplement mentionner un résultat quasi inédit de nos camarades de Dassault, qui, après signatures par les quatre autres OS d'un mauvais accord salarial, ont fortement mobilisé les salariés et obtenu la réouverture de négociations salariales.

Deux initiatives fédérales : deux succès

L'initiative du 30 mars avait pour objectif de projeter nos mobilisations syndicales pour le développement de l'activité et de l'emploi industriel dans une dimension Européenne. La qualité des échanges a permis d'avancer avec des collègues belges, italiens, allemands, espagnols, portugais sur des constats partagés sur l'état des lieux et les causes profondes liés aux choix politiques des dirigeants de l'Union Européenne et d'envisager des premières pistes alternatives. Des groupes de travail entre nos fédéra-

tions devraient approfondir. La deuxième initiative à laquelle je veux faire référence est la journée des CHSCT. Une préparation plus collective, un contenu élargi par rapport aux années précédentes, la participation de nombreux nouveaux camarades montrent qu'un souffle nouveau dynamise l'activité du secteur fédéral en charge des conditions de travail. Notre vie fédérale s'améliore car dans un même temps nous sommes toujours sur une dynamique d'adhésions positive. Une semaine en direction des ICT est en cours de construction qui, entre le congrès de l'UFICT et celui de la fédération. Tout cela nous positionne favorablement dans cette phase de préparation de notre congrès.

Se battre pour redonner l'espoir

Les élections cantonales témoignent d'un affaiblissement de la démocratie avec une forte abstention, mais aussi un vote important pour les candidats du FN, qui est inquiétant. Le syndicalisme n'en porte pas la responsabilité, mais la désespérance sociale, l'absence de réponse aux exigences du monde du travail, sont des causes majeures de ces résultats. Cela veut dire que nous pouvons contribuer à redonner espoir en menant une bataille d'idée pour caractériser les causes de la situation actuelle, en agissant pour des solutions s'attaquant aux racines du mal. Se battre pour le progrès social, pour vivre mieux, travailler tous, travailler moins et gagner plus, pour de meilleures retraites, ou encore pour la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers etc., est la meilleure bataille contre le chacun pour soi, contre la xénophobie, le racisme, l'exclusion, la guerre de tous contre tous. Reste la question des victoires, car en définitive ce sont elles qui sont « les marqueurs du progrès » et qui structurent la confiance. Je vous invite sur ce dernier point à lire l'interview de Sirot qui est dans vos documents. Bien sûr je n'ai pas parlé de la Côte d'Ivoire, ni de l'accord sur les retraites complémentaires, ni des bons résultats obtenus dans les élections professionnelles qui sont autant de succès à valoriser, je pense aux camarades de Ratier Figeac, mais aussi à ceux de Renault Flins par exemple, ni de l'Euro manifestation du 9 à Budapest, ni du 28 avril, de beaucoup d'autres choses... c'est donc pourquoi je vous laisse la parole. »

Discussion

Laurent Trombini regrette qu'il n'y ait pas assez d'expression de la confédération sur la situation internationale et en particulier sur la Libye. Il y a aussi peu d'expression, y compris chez Thalès sur le FN. Concernant le Japon, il faut être solidaire mais aller plus loin. Dans le nucléaire, sécuriser la maintenance et la sous-traitance est important mais ça ne suffit pas. Chez Thalès communication, un site de 3200 salariés connaît plusieurs grèves par semaine depuis sept semaines avec un millier de grévistes à chaque fois. Le mouvement est suivi par une majorité d'ingénieurs et cadres sur les aspects de salaire, mais aussi de temps de travail et de mal-être au travail. A noter aussi chez Thalès un contrat de Prévoyance intéressant vient d'être signé qui favorise l'solidarité intergénérationnelle.

Fabrice Fort relève que les médias n'informent plus sur les conditions sanitaires et les conditions d'accueil et de vie des populations au Japon depuis le 17 mars. Chez Renault, on vérifie la radio activé des produits en provenance de Nissan, mais quid des conditions de vie des travailleurs de Nissan. Il est intéressant de noter que le Japon s'interroge aujourd'hui sur la nécessité de mettre sous contrôle public le nucléaire. Sur l'objet des luttes chez Thalès, on voit que ce qui est porté est le salaire et le travail. Mettre la question du travail au cœur permet d'obtenir des avancées. Ces questions de la souffrance, en lien avec les évaluations et les objectifs ont été débattues au congrès de l'UGICT. Mettre en débat les contenus du travail avec ses déclinaisons donnera des résultats.

Philippe Lozano rapporte qu'un recours a été déposé par la CGT suite aux élections de Ratier Figeac (perte de représentativité dans un collège).

Elisabeth Achet déplore que l'accord AGIRC -ARRCO ait été signé par trois organisations syndicales (FO-CFDT-CFTC). Ce qui est grave, car c'est une gestion paritaire. Globalement, les complémentaires s'alignent sur la réforme du régime général (passage aux 62 et 67 ans d'âge légal) et l'accord reconduit l'AGFF. Concernant la pénibilité, quelques entreprises disposent d'accords. Il est possible de négocier de bons accords. Il y a une journée d'action sur la pénibilité le 28 avril. A noter que

l'accord Thalès est intéressant, car depuis dix ans les droits régressent or ici les retraités vont bénéficier du même niveau de protection que les actifs.

René Le Bourvellec remarque que la production automobile en France, chez Renault ou Smart est affectée par la catastrophe du Japon. Ceci est lié aux choix financiers et politiques des constructeurs. Concernant la fonderie SBFM, l'Etat baisse dramatiquement les subventions. Par ailleurs, le problème de la hausse des coûts de l'énergie nécessiterait de plus dénoncer les profits opérés sur les matières premières. Enfin, il faudrait relancer les revendications sur l'allocation amiante à 100% au lieu de 65% aujourd'hui, ainsi que sur la pension de réversion. Autre dossier sur lequel pèse des inquiétudes : la dépendance.

Patrick Masson remarque que l'action du 28 avril reste à construire et souhaite une initiative à l'UIMM. Concernant la souffrance au travail, une difficulté réside dans l'absence d'études prouvant les dégâts irréparables. Il serait utile d'avancer sur cette question avec le secteur santé au travail. Il faut aussi revenir sur les questions des salaires et des embauches. A propos de l'initiative du 30 mars avec les autres syndicats européens, celle-ci a été d'une grande richesse sur la diversité d'approche mais aussi utile avec la définition des cinq axes pour une industrie européenne. Nous avons réussi à convaincre, par exemple sur les droits à conquérir, et notre syndicalisme a avancé.

Gérard Montuelle dit partager l'analyse produite sur l'international. Concernant les négociations salariales chez Safran, la situation est différente d'une année sur l'autre, la proposition de la direction de 3% a suscité moins de réaction que l'année précédente car elle partait de plus haut.

Marc Bastide s'interroge sur le taux de participation extrêmement faible aux élections cantonales : 55% ne se déplacent pas, 7% des exprimés qui sont blancs ou nuls. On assiste à une crise du politique. Or les revendications s'expriment sur le pouvoir d'achat des retraités, la reconnaissance des qualifications et la pré-

carité. La jeunesse a un problème d'avenir. L'UIMM estime que 20% des jeunes qui sortent de l'école sont du « rebut. » Au-delà du salaire, il y a un mal vie à l'entreprise ? Concernant le FN, on ne peut en rester à se lamenter. Le quatre pages fédéral sur l'immigration a aidé. L'action du 28 avril sur la pénibilité est liée à la retraite, les complémentaire, la prévoyance, les conditions de travail et l'emploi. Il y a des interférences de luttes entre les différents sujets de lutte. La ligne de conduite de la fédération correspond bien à l'état d'esprit des salariés. La question du pouvoir d'achat vient fort avec celle des salaires. Le congrès doit permettre de réfléchir et donner confiance en appui sur les résultats des élections, le renforcement et les luttes sur les salaires.

Didier Guillon revient sur les répercussions de la catastrophe du Japon sur la production automobile française. Le problème vient de composants électroniques d'une valeur de quelques centimes. Des productions qui existaient en France, mais ont été démantelées. Il faudrait donc avancer l'idée de relocaliser. Concernant les fonderies, une réunion est prévue. Elles sont de plus en plus nombreuses à fermer. Un autre problème est celui de la formation. Il n'y a plus ni main d'œuvre qualifiée ni R&D en France. Si rien ne change le secteur est en péril. Concernant la montée du FN. Plus on en parle plus on les fait monter. Droite et gauche espèrent avoir le FN au deuxième tour en face d'eux afin de s'assurer de la victoire. Il faut arrêter de se pencher sur le FN du point de vue politique mais se concentrer sur les questions sociales comme les salaires ou la casse sociale. A propos de la Tunisie, ce pays est le lieu de beaucoup de délocalisation comme les centres d'appel... Pour la Libye, le président a l'air malin d'envoyer des bombes après avoir fait monter la tente du dictateur à l'Élysée. Tout ceci, alors que la cause réelle est le pétrole.

Philippe Lozano rapporte qu'à la Snecma les NAO se déroulent en convergence avec les autres OS cette année. Les luttes ont aidé. A noter dans la période l'accélération des fusions et restructurations. Dans l'aéronautique, il y a des plans d'économie qui incitent les sous-traitants à se regrouper. Par ailleurs, chez Ford Blanquefort les inquiétudes perdurent

avec une baisse des capacités de production.

Philippe Martinez revient sur la question de la Libye et conforte le propos de Laurent Trombini sur le manque de lisibilité de la confédération sur ce dossier. Ceci a conduit le bureau fédéral à produire une note sur le sujet. Les camarades de l'ufr ont aussi exprimé un point de vue sur les guerres. Il y a besoin de relayer les questions internationales à l'entreprise, sur la Lybie, le Japon... Mais l'expression ne suffit pas, il faut aussi susciter le débat. Pour le Japon, il y a à la fois le drame et la solidarité. Mais on doit aussi poser la question de savoir si les salariés d'une filière sont condamnés au chômage technique dans le monde entier à cause d'une catastrophe naturelle. Avec une organisation du travail en lean avec stock zéro et du flux tendu, n'est-ce pas une démonstration de la pertinence des questions que nous posons, notamment sur le lean. Pour ce qui est du nucléaire, certains voudraient limiter la réflexion à « pour ou contre ». C'est évacuer les questions d'une industrie pour qui et dirigée par qui ? Le débat sur le nucléaire doit intégrer la sous-traitance, le lean, l'organisation du travail et les autres considérations des salariés. Sur le fond, le nucléaire souffre de critères de gestion privés appliqués à une entreprise publique. Peut-être faudrait-il que les fédérations discutent entre elles. Dernier point, sur les élections politiques. Il y a le problème FN, mais aussi le fait que les citoyens ne votent plus. Nous avons besoin d'une analyse, mais aussi de débattre du racisme. Il y a quelque temps notre fédération a été confrontée au même problème que la fédération des services publics. Il s'agissait d'un délégué d'Euromaster du Pas de Calais, candidat du FN. Nous lui avons immédiatement retiré son mandat. Dans l'immédiat, nous devons utiliser le quatre pages sur l'immigration. Concernant les luttes, nous sommes toujours dans la dynamique revendicative. Il y a notamment deux entreprises où nous nous sommes battus pour l'emploi il y a deux ans et qui ont aujourd'hui obtenu d'importants succès salariaux (100 euros d'augmentation brut pour l'une d'entre elles). Cela est très significatif de la dynamique dans laquelle nous nous situons. Il faut faire connaître ces succès, utiliser nos outils (tracts, documents). Nous avons réussi une

série d'initiatives (assises des jeunes, des CHSCT, Europe), il faut que tout ceci soit connu et débattu dans les syndicats pour donner confiance et dynamiser les luttes.

Amar Ladraa revient sur la Libye avec cette interrogation d'une non-intervention, alors qu'un dictateur est prêt à massacrer son propre peuple, ce qui a nécessité une discussion au bureau. Concernant le 28 avril, des rassemblements sont prévus à l'UIMM pour les départements du Haut-Rhin et Bas-Rhin, en y associant la question des libertés syndicales.

Boris Plazzi revient sur le cas de Dassault avec l'idée qu'il vaut le coup de faire passer le message que les NAO ne sont terminées que lorsqu'on a obtenu ce qu'on veut. La démarche de consultation CGT, c'est avant, pendant et après les NAO. Nous travaillons des tracts sur le pouvoir d'achat en montrant que les moyens existent de satisfaire les revendications : en pleine crise, les profits atteignent 84 milliards dont 53% sont redistribués aux actionnaires. Le courrier fédéral donne aussi l'exemple de chez Mann où une grille vient d'être adoptée qui reconnaît les qualifications et diplômes. Concernant l'initiative des CHSCT, il a été question des risques psychosociaux et de la pénibilité. Un tract à 200 000 exemplaires est prévu sur la pénibilité, avec aussi un tract confédéral pour le 28 avril. Concernant la Libye, beaucoup demandent une expression confédérale, de même que sur le FN.

Fabrice Fort souhaite qu'on donne des suites à la bataille sur les retraites complémentaires, alors qu'elles représentent 60% de la retraite des cadres.

Michel Ducret appelle à être actif pour le 28 avril sur la pénibilité et invite à faire connaître le quatre pages fédéral sur l'immigration. Michel rappelle en outre la manifestation de la CES le 9 avril à Budapest.



Amar Ladraa
membre du secrétariat fédéral

9 au 13 mai 2011



Le renforcement au beau fixe

1466 adhésions nouvelles ont été réalisées cette année, soit +15% de date à date. Depuis 2010, ce sont 6622 adhésions nouvelles : notre objectif d'atteindre les 7000 adhésions à l'ouverture du 39e Congrès est en passe d'être atteint. Le développement des temps forts de syndicalisation a largement contribué à ce résultat. Sur les 1466 adhésions réalisées en trois mois, 60% ont été réalisées pendant la quinzaine de renforcement janvier. Un des aspects positifs de ces temps forts est d'ancrer la syndicalisation et la vie syndicale comme une démarche permanente dans nos syndicats. De plus en plus de syndicats, de groupes ou de territoires, organisent des initiatives de déploiement, comme par exemple dans l'Isère où l'USTM appelle à une journée de syndicalisation le 19 avril, avec l'ambition que chaque syndicat consacre une journée de temps syndical à la syndicalisation. Notre prochaine campagne de syndicalisation nationale, du 13 au 17 juin se fera en direction des ICT. Avec l'UFICT, nous élaborons un plan de travail de ciblage d'entreprises et de territoires. Concernant les règlements FNI et cotisations, notre fédération continue de progresser en nombre d'adhérents. Sur l'exercice 2009, nous devrions dépasser le millier d'adhérents en plus, sachant qu'il nous reste un potentiel important. C'est pourquoi, il nous faut poursuivre nos interpellations. Pour 2010, nous allons mettre en place un plan de travail. Le congrès fédéral sera l'occasion de multiplier les contacts, notamment à travers les délégués au congrès.

1000 AG : objectif atteint !

A un mois de la tenue de notre congrès, notre objectif de tenir 1000 AG et Congrès a été atteint. A ce rythme, nous devrions dépasser les 20.000 syndiqués réunis. Cela représenterait un événement au regard de

la complexité et de la diversité des situations qui existent dans notre organisation. Pour notre fédération, cela consiste depuis maintenant une année à impulser et à aider nos syndicats à réunir les syndiqués, et à améliorer notre qualité de vie syndicale. Cette démarche s'inscrit également dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution n°4 définie par le 49e congrès confédéral, qui prévoit la tenue d'AG et de Congrès de syndicat avant fin 2011. Il nous faut donc poursuivre ce travail d'entraide et d'amélioration de la qualité de vie et démocratique de nos syndicats, pour débattre notamment de la préparation et de l'après congrès. Cela nécessite aussi une présence fédérale et des comptes-rendus de ces rencontres. Certains d'entre vous ont participé à des AG ou Congrès, il serait intéressant que nous ayons quelques retours d'expériences.

Mandatement : mettre en place des dispositifs de relance

Concernant le mandatement : à ce jour, nous sommes à 355 délégués désignés, soit 269 délégués directs, 52 délégués groupés, 28 délégués retraités et 6 délégués jeunes départementaux de moins de 30 ans. Dans plusieurs départements, il serait nécessaire de mettre en place des dispositifs de relance et de prises de contact des syndicats, je pense à la Gironde, la Saône et Loire, le Nord et Pas de Calais, la Loire Atlantique et l'Oise. On peut encore gagner la présence de plus d'une centaine de délégués dits « directs » et atteindre les 100% des délégués dits groupés, car il nous en manque une trentaine.

Quelques syndicats, ne pouvant participer au congrès ont proposé de mandater d'autres syndicats de leur département, il s'agit des syndicats :
- Alstom Transport (17) qui donne pouvoir au syndicat SEMAT

- Sicma (36) qui donne pouvoir au syndicat KSB
- Seb Mayenne (53) qui donne pouvoir au Métaux de LAVAL
- Metal Temple (73) qui donne pouvoir au syndicat UGITECH
- Renault FLINS (78) qui donne pouvoir au Métaux de POISSY

Conformément à nos statuts, nous vous proposons de valider ces propositions. Par contre, nous avons eu une demande du syndicat Endel Dunkerque (59) qui souhaite mandater le DSC du groupe, dont le syndicat se trouve en Seine-Maritime, je vous propose de ne pas retenir cette proposition, et de bien rester sur un mandatement de proximité.

A propos de la future direction fédérale

A ce jour, nous avons enregistré 80 candidatures, dont 52 de la direction sortante. Cela fait:

13 femmes, 5 jeunes de moins de 35 ans, ce qui est très peu. 32 Ingénieurs, Cadres ou Techniciens. 43 Ouvriers, Employés, 3 Retraités.

Les candidatures semblent être beaucoup plus réfléchies, discutées, confrontées aux critères de discussion que nous avons retenus. Cette construction se fait beaucoup plus en amont, car elle est liée aux critères définis et non pas aux seules sollicitations individuelles. Il faut cependant élargir davantage le nombre de candidatures pour disposer d'un plus grand panel pour la future direction et afin de renouveler également nos collectifs fédéraux. Je vous propose donc de poursuivre cette recherche, en essayant de cibler en priorité les femmes et les jeunes.

Au niveau des échéances, le Conseil National se réunira le 27 avril pour valider une première approche, ceci à partir des propositions de la Direction Fédérale. Une semaine avant sa tenue, nous vous enverrons le tableau des candidatures avec l'appréciation du collectif «Politique de Cadres». »

Résumé de la discussion

Un tour de table des mandatements fait apparaître un décalage entre l'existant et ce dont la fédération avait connaissance. Philippe Martinez constate qu'il y a eu plus de débats et plus de désignations de délégués que d'habitude. L'objectif des 1000 AG a été tenu, 20 000 syndiqués ont pris part à la préparation du congrès. Une démarche à intégrer dans la durée pour gagner une meilleure qua-

lité de vie syndicale. On peut encore gagner des délégués. Pour autant, il y a besoin de rassurer, d'expliquer. Tout le monde ne sait pas ce qu'est un congrès, une direction fédérale. Il s'agit d'anticiper les problèmes et questions pour n'en laisser aucune de côté. Les candidatures sont l'affaire de toute la CE sortante, il s'agit d'être audacieux avec des propositions de jeunes. Un effort particulier aussi est à opérer en direction des femmes dont le nombre est insuffisant.

Le secrétaire général de la fédération fait part de la liste des membres de la direction fédérale qui ont fait part de leur souhait de ne pas se représenter :

Elisabeth Achet (retraite), Marc Bastide (retraite), Ouria Belaziz (les discussions se poursuivent), Lynda Bensalla (devenue secrétaire d'UD), Fabrice Fort (il engage un cursus de formation professionnelle), Séverine Boulas (changement de travail), Mohamed Brahmi (changement de travail), Karine Fabry (licenciée), Bianka Kertis (difficulté dans l'entreprise), Gisèle Figo (jamais venue), Frédéric Laloi (a quitté la CGT), René Le Bourvellec (souhaite voir évoluer ses

responsabilités), Pierre Tomasi (réintégration dans son entreprise), Alain Toureille (ne veut pas reconduire son mandat), Castella Stéphane (a quitté la métallurgie), Ginisty Dominique (n'a jamais participé), Pucheux Henry (décédé), Wieber Yasmine (problème de santé). Marc Blain et Marc Barthel (en maladie, mais nous souhaitons qu'ils poursuivent.

La proportion de femmes qui souhaite partir nécessite des dispositions. L'idée est de continuer à travailler autour du même nombre. Il faut aussi travailler filières et sous-filières. Il faut trouver un (e) camarade pour diriger la communication et aussi trouver une animation (peut-être collective) pour la protection sociale. Christine Ciol pourrait être intégrée au bureau fédéral et être en charge de la formation syndicale. Enfin, l'idée est avancée d'un secrétaire général adjoint (qui n'est pas le futur secrétaire général). Le bureau propose que ce soit Frédéric Sanchez.

Déroulement du congrès

Propositions de présidences et vice-présidences

- Séance 1 : Elisabeth Achet et Sylvain Werner
- Séance 2 : Philippe Verbeke et Blandine Benarbia
- Séance 3 : Jean Jacques Desvignes et Laure Buchheit
- Séance 4 : Nicole Camban et Miguel Salles
- Séance 5 : Christian Pilichowski et Lamia Begin
- Séance 6 : Fabien Gache et Christine Ciol
- Séance 7 : Belaziz Ouria et Linossier Mickael
- Séance 8 : Marc Bastide et Elise Boyer

Deux tables rondes seront organisées

- Une table ronde « Jeunes » animée par Denis Leblanc avec le collectif jeunes et la participation de Bernard Thibault (mercredi)
- Une table ronde « Industrie en Europe et à l'international » animée par Daniel Pellet-Robert avec deux représentants européens, deux internationaux et un Tunisien.
(76 délégations de 43 pays sont attendues à Reims).

Un journal télévisé quotidien de 5 minutes et une retransmission internet en direct sont prévus.

Décisions

- Le CEF valide les propositions de présidences et vice-présidence
- La date butoir du dépôt des candidatures au CEF est repoussée au 21 avril 2011

La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 253

du 16.04.11 au 22.04.11
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

Une «affaire» Renault qui appelle l'urgence d'un autre management

La lecture de l'article dans Le Canard enchaîné, du mercredi 13 avril, sur l'affaire Renault porte à rire ou à sourire, tant cela fait penser au film de Georges Lautner «Les Barbouzes». Pour autant, il n'est pas certain que les salariés de Renault aient eu envie de rire, lorsqu'ils ont découvert que, sur une simple rumeur, ils pouvaient être virés, trainés dans la boue et poursuivis en justice à partir d'une enquête interne menée hors de toute transparence par une police privée, toute puissante dans l'entreprise.

Le résultat est dramatique en termes d'images interne comme externe. Il génère une nouvelle perte de confiance des salariés dans l'entreprise et son management, particulièrement des ingénieurs et cadres.

Le point positif dans cette affaire, c'est que les Barbouzes ne sont sûrement pas du côté des salariés, en tous les cas pas ceux qui sont attachés à la marque et au produit.

Encore une fois ce sont eux les victimes d'un système qui nie la valeur humaine et qui montre que le directoire de Renault devrait écouter un peu plus ses propres salariés et leurs représentants. Après les suicides des salariés et cette pseudo affaire de contre espionnage bidon, c'est toute une conception de l'organisation du travail et des modes de gestion des entreprises qui est posée et ne nous y trompons pas, ce qui s'est passé chez Renault pourrait très bien arriver partout ailleurs tant les modes d'organisation et de gestion des entreprises se sont standardisés et uniformisés.

Cette mono culture fait la part belle aux cabinets d'audit, d'experts qui pénètrent les directions en écartant les salariés. Le deuxième travers est la recherche permanente de la gestion statisticienne du risque avec la propension à se « décharger » du rôle juridique inhérent à la fonction de PDG. Le paradoxe est que la rémunération des PDG n'a cessé de croître dans le même temps, au nom du risque de la fonction.

La proposition d'un management alternatif faite par l'UGICT-CGT(*) peut être de nature à renforcer la démocratie dans l'entreprise mais aussi à redonner des équilibres indispensables à la bonne gouvernance des entreprises.

Les politiques économiques menées, en plus d'être un non sens à long terme, conduisent à un niveau de souffrance individuelle inégalé. Cette souffrance est provoquée par la crise de l'évolution du travail et du rapport du salarié à son travail.

L'enjeu n'est pas d'en rester à considérer qu'il y a de



bons et de mauvais managements comme de bons et de mauvais patrons, mais de raisonner en mode de management intégrant l'organisation du travail, la stratégie de l'entreprise ou les orientations du service public en lien avec les finalités poursuivies, la gouvernance, c'est-à-dire les formes de pouvoir et les modes de décision.

Nous avons affaire à un mode de management universel qui s'applique à l'identique partout et qui s'est mis en place depuis la fin des années 90 où le capitalisme financier (actionnarial ou patrimonial) a supplanté le capitalisme entrepreneurial (ou industriel).

Les niches de productivité se situent désormais au cœur du travail qualifié qu'il s'agit de surexploiter, la source de profit ayant glissé de la production à la conception, amenant le capitalisme à instrumentaliser le travail intellectuel.

Cette surexploitation du travail qualifié s'opère par l'introduction d'un modèle de management fondé sur le culte de la performance individuelle et l'atteinte d'objectifs définis par des batteries d'indicateurs quantitatifs, ciblant les axes prioritaires et éliminant tout le «non solvable». Ce management hyper-rationalisé s'est développé dans le privé pour dégager le maximum de marge pour l'actionnaire.

Cette rationalisation du management a pour but d'éliminer tous les volets relationnels et démocratiques, en

faisant fi du contenu, du sens du travail et de la finalité de l'entreprise. Ce management devenu totalitaire, transforme les relations sociales dans l'entreprise, évacuant la place de l'humain. Cette tendance managériale cible particulièrement l'encadrement dont il a bouleversé la place et le rôle. Ce mode de management touche à la conception et à l'identité de l'encadrement, à sa reconnaissance et sa légitimité. Il modifie la fonction et les rapports des cadres et techniciens dans le travail, vis-à-vis des autres catégories de salariés.

Nous ingénieurs, cadres ou techniciens, motivés et intéressés par notre travail, nous exprimons un changement d'état d'esprit marqué par une défiance grandissante vis-à-vis des stratégies financières des entreprises. Cette défiance s'affirme particulièrement dans la volonté de rester maître de notre temps de travail, dans l'attachement très fort à nos RTT et à notre équilibre de vie. Autant d'exigences qui accompagnent notre recherche d'un autre sens et d'une réelle utilité sociale à donner à notre travail.

C'est pourquoi, ingénieurs, cadres et techniciens, nous devons être beaucoup plus offensifs dans la mise en débat de propositions d'un management alternatif qui replace le salarié et sa reconnaissance au cœur de l'entreprise.

(*)<http://www.ugict.cgt.fr/joomla/dmddocuments/Char-teencadrement.pdf>

Bulletin d'adhésion

Je souhaite

- Prendre contact
 Me syndiquer



Nom Prénom.....

Entreprise

Adresse entreprise

Classification

@..... Tél.

A retourner à l'Union Fédérale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens de la Métallurgie CGT
Case 433 – 263 rue de Paris – 93514 Montreuil cedex
@ : ufict@ftm-cgt.fr / Fax : 01.48.59.80.66